

RDV à l'Assemblée nationale État des lieux à France Télévisions et focus sur l'expérimentation NoA

La CGT de FTV était reçue par Marie-Ange Magne, députée LREM de Haute-Vienne et membre de la commission des finances de l'Assemblée dans le cadre de la préparation du budget 2019 de l'audiovisuel public

La CGT était représentée par Marc Chauvelot et Pierre Mouchel. Mme Magne a souhaité évoquer le climat social dans l'entreprise, la fusion des rédactions liée à Info 2015, le bilan de franceinfo, l'expérimentation NoA en Nouvelle Aquitaine, la suppression de France Ô et France 4

Climat social alourdi

La CGT a évoqué l'alourdissement du climat social à France Télévisions dans l'attente de la restructuration annoncée et dans le cadre de la poursuite du plan d'économies à tous les étages.

La rumeur d'un plan de suppression de centaines de postes circule, assorti d'un plan d'embauche de jeunes « natifs » du numérique, ce qui augmenterait encore le nombre de départs... L'objectif serait la transformation en profondeur de l'entreprise et sa bascule dans le tout numérique d'ici 2022.

Le projet de réorganisation de la direction antennes/programmes, piloté par Takis Candilis, comporte le passage d'un bouquet de chaînes à une logique de plateforme avec des entrées par « contenus thématiques ». Accompagnerait-il le mouvement de réduction d'effectifs ?

Info 2015, un échec professionnel et éditorial

La CGT a réitéré ses craintes de suppression des éditions nationales de France 3, ce qui marquerait un recul majeur pour le pluralisme dans notre pays. Info 2015, projet démarré en 2012, est en voie d'achèvement même si des déménagements sont encore à venir. Un projet long, complexe, peu convainquant, et générateur de troubles psychosociaux.

La « caporalisation » des relations sociales s'est soldée par de multiples dérives, allant jusqu'au licenciement de salariés sans cause réelle et sérieuse. Par ailleurs on déplore une perte de sens au travail avec des reportages en kit et une désorganisation manifeste. Les salariés sont en souffrance, en particulier les seniors mais pas seulement. Ils vivent la fin de la rédaction nationale de France 3 comme un grave échec professionnel et éditorial.

Un management à deux têtes

Cette situation à la rédaction nationale est symptomatique de l'affrontement sourd que se livrent deux modes de management dans l'entreprise. D'un côté un management « à l'ancienne », violent, pour qui tout doit être décidé au sommet de la pyramide, partant du principe que les salariés n'ont qu'à exécuter les ordres venus d'en haut. De l'autre, un management qui souhaiterait associer les salariés plus en amont, y compris au débat sur les finalités, conformément à l'accord sur la qualité de vie au travail (QVT). Un accord qui place l'humain au cœur de toute stratégie, mais qui a bien du mal à trouver sa place dans l'entreprise.

Expérimentation NoA en Nouvelle Aquitaine

Un mois après le lancement de NoA, Mme Magne (députée de Limoges) s'est montrée très intéressée par notre retour d'expérience. La CGT a présenté l'accord d'expérimentation, signé par les syndicats représentatifs localement et qui permet de tester la fabrication de nouveaux programmes en interne avec de nouvelles pratiques et de nouveaux outils (smartphones...). L'accord prévoit une « évaluation embarquée » de l'expérience, conformément à l'accord QVT, qui permet d'ajuster les outils et/ou les pratiques en vue de modéliser un mode d'organisation qui convienne tant au plan qualitatif qu'au niveau des conditions de travail, et qui doit ensuite pouvoir nourrir les négociations sur les métiers.

Beaucoup de salarié·e·s de la région se sont porté·e·s volontaires pour cette expérimentation et 140 propositions d'émissions, de durées variables, sont parvenues à la direction régionale.

● Une approche régionaliste

La CGT a développé l'exemple du « fil rouge » : 4 directs quotidiens assurés par deux volontaires, du lundi au vendredi, sur la vie d'un village ou d'un lieu de vie de Nouvelle Aquitaine « où il ne se passe rien ». Cela permet à France 3 de renforcer sa présence sur le territoire, avec des directs effectués en liaisons 4G. Au plan qualitatif, le produit est perfectible en raison du réseau 4G, pas toujours suffisant pour transmettre de la HD. Mais c'est un bon marqueur de la fracture numérique. La difficulté majeure demeure la capacité de la direction à absorber le détachement de ces volontaires sans perturber la fabrication des programmes du premium.

● Inversion du modèle de France 3 ?

Le lancement de ce projet a provoqué un engouement d'acteurs locaux dans le domaine du

sport et de la culture afin de réaliser des captations. Plusieurs traductions concrètes sont déjà à l'antenne. Mais la fourniture d'un signal n'est pas toujours satisfaisante et là encore, l'absence de budget limitera les capacités de la chaîne à réaliser des captations avec ses moyens propres.

Lancer une chaîne sans moyens supplémentaires n'est pas réaliste, surtout en maintenant en parallèle les décrochages régionaux traditionnels. Cela pose très clairement le problème de la régionalisation de France 3. Que veut l'Etat actionnaire ? Une inversion totale de la logique du décrochage de France 3 sur la TNT ?

France Ô, France 4 : faire entrer 5 chaînes dans 3 ?

Comment faire entrer 5 chaînes dans 3 ? C'est ce qui résulte de la volonté du législateur de faire reprendre les missions des chaînes supprimées dans les chaînes restantes... Un véritable casse-tête pour l'élaboration des grilles, l'identité des chaînes, et un risque évident de porter atteinte aux audiences. La CGT a dénoncé le traitement infligé aux personnels de ces chaînes qui s'y sont investis sans compter et qui se retrouvent aujourd'hui plongés dans l'angoisse d'un avenir plus qu'incertain.

Franceinfo, une criante insuffisance de moyens

Concernant franceinfo, la CGT salue le succès indéniable de la plateforme et les effets positifs sur l'audience radio. L'audience de la chaîne, encore faible, est d'abord et avant tout liée à sa numérotation sur le canal 27. Sera-t-elle rapatriée en canal 14, en tête des chaînes d'info en continu ? La CGT a aussi rappelé les conditions de travail très dégradées du collectif en raison d'un sous effectif structurel dénoncé dès le lancement du projet.

Paris, le 29 octobre 2018